

Le Rwanda dans la spirale infernale: guerre, répression, génocide. Mais le chaos porte un nom, celui du président Habyarimana, premier responsable des violences politiques et ethniques qui déchirent le pays. L'instant résume les enjeux et publie les photos inédites des charniers de Mutura et Kinigi ramenées par la commission d'enquête internationale.



Des soldats rwandais devant les carcasses de leurs véhicules calcinés. Dans le nord du pays, l'armée affronte les "rebelles" du Front patriotique. Ceux-ci gagnent du terrain.

MASSACRES SUR ORDRE

Le ministère de la Coopération helvétique en avait fait son pays fétiche, objet de toutes les attentions. Le Rwanda arborait le surnom de "Suisse de l'Afrique". Le pays "aux mille collines" se tenait à l'écart des grandes convulsions régionales. L'avenir devant soi. Tout ça, c'est du passé.

Pourtant, en avril 1992, tout paraissait encore possible. A Kigali, la capitale, le président Juvénal Habyarimana se décidait à partager un pouvoir exercé sans partage depuis vingt ans. Son parti, le MRND (Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement), était rejoint par les formations de l'opposition (MDR, Mouvement démocratique républicain, mais aussi les sociaux-démocrates, les libéraux et les démocrates-chrétiens) dans un gouvernement de coalition porteur de tous les espoirs. Parallèlement, des négociations de paix devaient s'ouvrir à Arusha, en Tanzanie, avec les rebelles du FPR, le Front patriotique rwandais qui, à partir de l'Ouganda, lançait ses attaques contre l'armée gouvernementale de Juvénal Habyarimana.

La fragile mécanique n'a pas tenu la distance. Le cessez-le-feu non plus. En janvier dernier, alors qu'un protocole d'accord avait été conclu à Arusha prévoyant l'entrée du FPR dans un gouvernement de transition (avant l'organisation d'élections générales), l'ex-parti unique (MRND) reprenait sa parole. Aussitôt, les combats reprenaient dans le nord du pays.



A Mutura, dans le nord du pays, la commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme a découvert un charnier.



Des ossements dont l'analyse permet de conclure à la mort violente. Pol Dodinval, médecin légiste membre de la commission (lire notre encadré).

Le FPR repassait à l'offensive, jusqu'à conquérir des territoires d'accès à la capitale, Kigali.

BOUC EMISSAIRE. Au même moment, une commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme composée de 10 personnalités de 8 nationalités différentes (parmi lesquelles, deux Belges - lire notre encadré) sillonnait le pays. Les informations les plus alarmistes couraient en effet sur la répression politique et les actes de génocide perpétrés dans le nord du pays. En quelques semaines, plusieurs centaines de personnes seraient tombées dans les combats interethniques opposant les Hutus (majoritaires dans le pays: 80 % de la population, environ) aux Tutsis. Le régime mettait les affrontements sur le compte de rivalités an-

cestrales, mais les témoignages rapportent une politique délibérée, ourdie à Kigali, visant à se faire dresser les peuples l'un contre l'autre.

La technique est éprouvée: pour conserver le pouvoir, le président Habyarimana (Hutu) désigne un bouc émissaire (les Tutsis, accusés de prêter main-forte aux rebelles du FPR, créé, à l'origine, par des exilés en Ouganda), réveille les haines ataviques et souffle sur les braises. Les forces de sécurité et les milices du MRND allument les premiers incendies. Eric Gillet, avocat au Barreau de Bruxelles et membre de la commission d'enquête, parle de "génocide" (lire notre encadré).

Celle-ci, aiguillée par des Rwandais, découvre par ailleurs deux charniers, à Mutura et Kinigi. Le gouvernement prétendait que les per-



SENAPARI

28 / février 1993

DEUX OBSERVATEURS BELGES ONT ENQUÊTÉ SUR LES MASSACRES

Une commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme s'est rendue au Rwanda du 7 au 21 janvier (lire notre article ci-contre). Son rapport est attendu dans les prochaines semaines mais, d'ores et déjà, il apparaît que les faits établis sont accablants. Ils mettent directement en cause les milices du parti du président Habyarimana.

Deux Belges faisaient partie de cette commission d'enquête: Eric Gillet, avocat au Barreau de Bruxelles, et Pol Dodinval, médecin légiste. L'Instant a recueilli leurs témoignages...

ERIC GILLET

"LES MILICIENS RANÇONNENT, ASSASSINENT..."



"Partout où nous sommes allés, la violence était présente. Des gens circulaient en groupe avec des machettes, des attitudes menaçantes... Les milices armées du MRND (appelées "Interahamwe"), des militaires également, avaient érigé des barrages le long des routes. Ils arrêtaient les gens, rançonnaient, assassinaient, violaient..."

A l'un de ces barrages, le long du lac Kivu, dans l'ouest du pays, le véhicule de notre mission d'enquête a été arrêté par l'un de ces groupes de miliciens munis de machettes. Ils voulaient qu'on leur livre notre interprète, un Tutsi. Leurs intentions étaient claires: le liquider. Finalement, ils se sont rendu compte de la répercussion que pourrait avoir leur acte et ils nous ont laissés passer.

En Amérique latine, ces milices seraient appelées des "escadrons de la mort"... A cet égard, nous réservons nos conclusions pour le rapport final de la commission d'enquête. En tout cas, les témoignages se recourent pour indiquer que les crimes sont organisés, commandités. Alors que le gouvernement nie la réalité des massacres, je rappelle que la commission a découvert deux charniers, dans le nord du pays, à Mutura et à Kinigi. D'après les témoins que nous avons rencontrés, il doit en exister beaucoup d'autres.

En outre, des menaces ont été proférées à

l'endroit de Rwandais qui ont coopéré avec la commission d'enquête. Le père de l'un de ceux qui nous avait indiqué l'emplacement d'un charnier a été retrouvé mort, trois jours après l'excavation.

Manifestement, il y a un schéma de violation systématique des droits de l'homme. Les massacres ne sont pas "de génération spontanée". Le président Habyarimana tente de refaire l'unité autour de lui en dressant les Hutus (l'ethnie dont il est issu) contre les Tutsis. Dans le nord du pays, on peut parler de "génocide". Mais, clairement, l'objectif est politique. Les opposants sont visés par ailleurs, quelle que soit leur origine."

POL DODINVAL

"DES CRANES COUVERTS DE FRACTURES"



"En tant que médecin légiste, mon rôle était d'examiner les corps retrouvés dans les fosses communes à Kinigi et Muturas charniers exhumés par la commission d'enquête sur la base de témoignages recueillis sur place. Il fallait décrire les lésions pour expliquer les conditions dans lesquelles ces gens sont morts."

A Kinigi, deux cadavres avaient été jetés dans une fosse d'aisance aux ordes mêmes de la maison en construction du margestre de la ville. Ils avaient été enfouis à mètres cinquante de profondeur. De même, à Mura, nous avons exhumé 8 restes de cadavres dans tous les cas, les crânes étaient couverts de fractures prouvant que les personnes ont été frappées. Je rappelle que le gouvernement prétend que ces gens avaient quitté la ville pour rejoindre les rebelles du Front patriotique!

Dans la région de Kibili ément, dans le nord-ouest du pays, à une cinquantaine de mètres de la capitale, Kigali, des Tutsis réfugiés dans un enclos paroissial ont été tués sans traces de coups. Une femme notamment présentait une plaie dans le dos... Partout, les témoignages faisaient état de violences et mettaient en cause les milices du MRND, ainsi que les militaires."

Rueilli par D.C.

NANCE



a rapporté ces clichés inédits. Les travaux doivent faire l'objet d'un prochain rapport accablant pour le régime rwandais.

sonnes disparues avaient rejoint le FPR. En fait, elles ont été frappées, et exécutées. Selon des sources humanitaires, la politique de terreur aurait fait au moins 1.500 morts et près de 400.000 personnes déplacées depuis deux ans.

ESCADRONS DE LA MORT. Des listes d'opposants politiques sont confectionnées et les "accidents" se multiplient. Les adversaires du régime sont renversés par une voiture, leurs maisons, saccagées, leurs familles, menacées. Dans le nord-ouest du pays, suivant les témoignages de ses enfants vivant en Belgique, le président du MDR de la préfecture de Gisenyi, Sylvestre Kamali, Hutu, fait l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat.

Le 9 octobre dernier, un Belge, Philippe

Reyntjens, juriste, rédacteur de l'actuelle constitution rwandaise et ancien conseiller du président Habyarimana, dévoilait l'existence d'"escadrons de la mort" organisés dans l'entourage du chef de l'Etat, dont les actions pourraient susciter "une véritable guerre civile montée de toutes pièces"... Le scénario se vérifie.

Devant l'aggravation de la situation, la Belgique, par la voix de notre ministre des Affaires étrangères, Willy Claes, s'est déclarée prête à "revoir fondamentalement" la coopération avec Kigali (1,4 milliard de francs chaque année, tandis que 1.600 ressortissants, environ, rési-

dent encore au Rwanda) sur la base du rapport final de la commission d'enquête, attendu dans les prochaines semaines. L'"liens d'amitié" entre le président Habyarimana et le Palais royal vont-ils donc cesser de conditionner les rapports bilatéraux? Quant la France, elle a renforcé son dispositif militaire à Kigali, fort de quelque 350 parachutistes et la mission est d'"assurer la sécurité" des ressortissants (plus ou moins 400 expatriés). La présence militaire dont le régime en passe de s'émanciper jusqu'à présent su tirer parti...

David Coppi